



Le vendredi 18 mai 2007, la grande majorité des Malgaches ont pu entendre et écouter les déclarations du président Marc Ravalomanana, sur l'affaire Sylvain Urfer. Cela a créé de vives polémiques et une stupeur générale au sein de toutes les couches sociales du pays et même au-delà. A lire les titres des quotidiens du samedi 19 mai à Madagascar, le constat est le même. Marc Ravalomanana a réveillé un sentiment de nationalisme qui ne dit rien qui vaille. Nous avons fait des recherches et stupeur ! : le président malgache est très mal informé par des gens de son premier cercle qui vont l'amener à sa déchéance, car connaissant les réactions immédiates et presque irréfléchies de l'homme d'Imerikasina..

même si elles Ce n'est pas la première fois que Marc Ravalomanana dérape aussi rapidement et à chaque descente d'avion, revenant de loin. Rappelons-nous, en pleine campagne électorale, en décembre 2006, comment il a menacé les journalistes, à Antsonjombe. A mon avis, l'information passée, sûrement par téléphone, qu'il a reçue dans l'avion est : « Monsieur le président, les journalistes malgaches font encore des leurs ». Ce n'est pas de la fiction. Etant donné, disais-je, que l'homme possède un caractère impulsif poussé à l'extrême et peut tout se permettre ayant tous les pouvoirs, le résultat de ce genre d'information a fait réagir les journalistes. Voilà l'effet escompté : une stratégie de désinformation au plus haut sommet de l'Etat pour semer la zizanie et mieux faire de la répression. Cette fois-ci, je ne sais pas si le président, a, MAINTENANT, eu le temps de réfléchir à son audace, mais tous les investisseurs espérés, malgré les promesses « diplomatiques » en tous genres, sont désormais dans l'expectative. Je ne serai jamais dupe de ces courbettes et sourires crispés. Les téléspectateurs de Madagascar ont eu, en face d'eux, un président aux traits tirés par la fatigue d'un très parcouru de vol long courrier -la Chine n'étant pas la porte à côté-, de quoi centupler et transformer une impulsivité en une colère non retenue, indigne d'un homme d'Etat. Et l'on sait que lorsque la colère vous emporte, vous commettez souvent des actes que vous regretterez longtemps. Mais ne rêvons pas : rien que pour une question d'orgueil, aucun chef d'Etat n'ira jamais se repentir surtout dans l'exercice de ses hautes fonctions. Je ne vais pas parler d'histoire : celle des jésuites qu'on a subitement mise au goût du jour dans Le Quotidien (une page entière ce samedi 19 mai 2007), appartenant au Chef de l'Etat ; ni celle du 29 mars 1947 qui, subitement aussi, a fait l'objet d'une retransmission d'une pièce théâtrale sur le sujet, diffusée le soir de ce même samedi 19 mai sur Tvm, la télévision nationale, l'organe audiovisuel du pouvoir. C'est ce qui s'appelle aller jusqu'au bout de ses idées, sont aussi saugrenues que

dévastatrices à terme. Une stratégie de désinformation



Quelqu'un, il y a longtemps de cela, avait posé la question : qui t'a fait Roi ?... Non, j'entamerai une démarche d'investigation liée au professionnalisme -tant prôné par le président Ravalomanana- à propos du traitement et la transmission des informations dans les hautes sphères dirigeantes. Depuis un certain temps, j'ai remarqué qu'en fait, le sensationnel, le « scoop » émane des autorités elles-mêmes. Attentat contre le président ? Où en sommes-nous ? Sylvain Urfer catapulté dehors comme une fusée : le lendemain, tous les journaux sortent la même photo. D'où provient-elle ? En fait, ce qui se passe actuellement, dans les allées et contre-allées du pouvoir Ravalomanana, c'est la pratique d'une stratégie de désinformation et de manipulation de l'opinion. Certes, il a été réélu, le referendum très controversé a eu les résultats escomptés par le pouvoir. Mais... devant la généralisation des mouvements de protestation populaire dans toutes les régions de Madagascar, et en l'absence du « Patron », ses partisans ayant peur de perdre les acquis (matériels surtout), lui font parvenir des informations à dormir debout. Sachant le caractère du Président Ravalomanana qui, en toute confiance, réagira comme le dernier des imbéciles (je rappelle que cela signifie dénué d'intelligence). Même s'il est réputé avoir bonne mémoire et tout et tout, poussé par l'impératif de financer son beau MAP, successeur du mirobolant petit livre rouge, M. Ravalomanana commence un peu trop à prendre pour argent comptant les rapports qui lui parviennent. Et c'est radio trottoir qui envahit le Palais présidentiel. et ses « partisans extrémistes » agitent le spectre de la désinformation et de la manipulation. Quelques résultats de la manœuvre transparaissent dans son interview, parue en français, par nos confrères de l'Express de Madagascar à Shangaï. Extraits pour la cause, sans garantie de la traduction : L'Express : On parle beaucoup de l'expulsion du père jésuite Sylvain Urfer à Madagascar. Pourriez-vous évoquer les raisons de cette mesure ? Marc Ravalomanana : Le ministère de l'Intérieur a pris ses responsabilités (ndrl : celles de « protéger » le Président quitte à le faire mentir ?), même s'il s'agit d'un religieux. Il a obtenu une annulation de visa de séjour. Il ne faut pas oublier que l'intéressé a déjà été expulsé de la Tanzanie avant sa venue à Madagascar (archi-faux). La

France, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires étrangères a fait part de son "regret" devant cette situation. - Mais le gouvernement malgache a pris ses responsabilités (???). En province, les grèves persistent alors que les ministres ne descendent pas sur le terrain pour résoudre le problème. Pourquoi ? - J'ai appelé Madagascar ce matin (ndlr mercredi 16 mai), mais il n'y a plus de grève. Ceux qui ont fait la grève veulent faire savoir qu'ils sont contre la suppression des provinces autonomes et contre la victoire du "Oui" au référendum constitutionnel. Mais cela va changer quand nous allons mettre en place la décentralisation. Les choses vont alors évoluer très rapidement. Non, Monsieur le président, ce sont des étudiants qui en ont assez des délestages intempestifs et des promesses jamais tenues et nous sommes au mois de mai où tous les déçus du monde entier s'agitent. Il n'y a pas pires individus dangereux que ceux atteints de déception (« Fahadisoam-panantenana »), croyez-moi. Ceux qui vous ont répondu ce mercredi 16 mai vous désinforment effrontément car la cible c'est vous. En êtes-vous conscient ? Si oui, c'est la fin des haricots car celui qu'on a surnommé « le Berlusconi des tropiques » n'est-il pas le magnat propriétaire d'un groupe composé de plusieurs chaînes de télévisions, seules « chaînes privées » pouvant couvrir l'ensemble du territoire pour une période d'essai « provisoire durable », des stations radios haut de gamme et deux quotidiens, l'un entièrement en malgache, l'autre entièrement en français ? Slogan du groupe ? « To promote development and education » en anglais. Il s'agit de la MBS ou Malagasy Broadcasting System. Un journaliste vraiment professionnel n'irait jamais s'aventurer dans ce groupe, même pour un million d'Ariary par mois. En effet, si le journaliste le demeure jusqu'à sa mort, les présidents, les ministres, les directeurs... ne font que passer. En fait, c'est le peuple qu'ils grugent qui leur a prêté le pouvoir. Mais une fois arrivés au sommet, pouff ! On oublie toutes les promesses. C'est la maladie qui se nomme folie du pouvoir qui, en prime, corrompt les plus incorruptibles. On devient méfiant, suspicieux. On n'a confiance en personne. On voit des ennemis de la Nation (et de soi-même) partout. Plus besoin de boire, cela devient du delirium très gros (en opposition au delirium tremens des alcooliques). Certains l'attrapent rapidement et durablement. D'autres, comme Jacques Chirac récemment, ne veulent pas la contracter, après douze ans au sommet. Au fait, on attend la suite des enquêtes sur les affaires immobilières quand il était maire de Paris. Eh oui, désormais il est justiciable et la France ne pratique pas la culture de l'impunité... Quelle expulsion tanzanienne ?



Didier Ratsiraka : même colère mais sans expulsion... Après cela, fieffés menteurs sont ceux qui croient que la situation actuelle est sereine à Madagascar. Première information erronée qui fait passer le président pour un semeur de mensonge. Le père Sylvain Urfer n'a jamais été expulsé de Tanzanie. On m'a envoyé des documents à ce sujet et je n'ai pas l'habitude de me laisser intoxiquer. Fils d'instituteurs, Sylvain Urfer, né en 1941 en Alsace, est diplômé de théologie, de lettres, de philosophie et est sorti major de l'Institut d'études politique de Paris (sciences-po), comme le président Nicolas Sarkozy. C'est en 1968 qu'il séjourne pour la première fois en Tanzanie, pays dirigé à l'époque par Julius Nyerere. Fruits de ses pérégrinations tanzaniennes, des ouvrages intéressants : « Ujamaa socialis Tazanie » (1971), « La République unie de Tanzanie » (1973), « Socialisme et Eglise en Tanzanie » (1975), « Une Afrique socialiste, la Tanzanie » (1976). L'Ujamaa est une manière de vivre les rapports sociaux sur le mode des relations familiales. A Madagascar, le « Fihavanana », en est son équivalent. C'est le lieu où s'affirme une certaine identité, où la société se ressaisit. En tout cas, pour cet « expulsé », par les miracles de l'intox à Ambohitsorohitra, a été l'initiateur de l'examen du dossier de Julius Nyerere pour sa béatification. Cette source émane du Vatican et non du CIS malagasy qui avait les moyens pour vérifier. C'est à partir de 1974 que le père Urfer devient résident à Madagascar. De par sa formation, prêtre ou pas prêtre, jésuite ou non, il n'a pas pu rester insensible à la paupérisation systématique de tout un peuple. Dans les années 1980, il avait été très critique envers Didier Ratsiraka alors que la censure était la loi. Or, l'Amiral n'a jamais songé à l'expulser. Certains diront parce qu'ils sont catholiques tous les deux ? Non, car Didier Ratsiraka, fin stratège à l'époque, avait préféré une opposition directe « maîtrisée ». C'est-à-dire qu'il puisait certaines idées du père Urfer pour justifier le titre de République Démocratique de Madagascar. Une ouverture de souris dans un verrouillage socio-politico-économique incroyable mais vrai. Parmi ces idées, le relationnel. Vous connaissez les « tsaky popy », ces sortes de gargotes suventionnées par l'Etat-Providence destinées aux quartiers les plus pauvres, pour faire semblant d'être proche d'eux ? Bonne idée mais incitation à la fainéantise contraire au slogan de l'époque : « Mamokara, mamokara, mamokara ! » (produisez, produisez, produisez). Maintenant, c'est : « Miasa mafy, miasa tsara, miasa miaraka » (travaillez dur, bien et ensemble). Quelle similitude, n'est-ce pas ? Interview du Père Urfer sur Rfi, le 8 janvier 2006 que j'ai scrupuleusement retranscrit intégralement



Rfi : Vendredi, lors de la cérémonie de présentation de vœux, au Palais présidentiel, on a beaucoup entendu parler d'unité nationale, de réconciliation. Quatre ans après la crise de 2002 qui avait opposé la population des hauts plateaux à celle des côtes (ndrl : ici, la jeune correspondante de Rfi devrait cesser de pratiquer le « gallienisme », et de revoir sa copie sur le pays, à moins que... Son prédécesseur Olivier Péguy, expulsé lui aussi, n'aurait pas présenté les faits en ces termes trop faciles et très tendancieux) et à un an de la prochaine élection

présidentielle, pourquoi est-ce que c'est un enjeu si important ? Sylvain Urfer : Il est clair que, jusqu'ici, depuis les 45 ans d'indépendance, les présidents ont toujours été originaires de la côte. Une sorte de répartition tacite des tâches puisque Tananarive et ses régions sont favorisés par les infrastructures, les élites, etc... Ils ont le pouvoir économique. Donc, laissons le pouvoir politique aux gens de la côte. Ravalomanana, quand il a accédé à la présidence de la république, a cassé, en quelque sorte, ce schéma et certains lui en veulent. Rfi : Cette semaine, le président est parti en campagne en province, à la rencontre de la population et il lui a dit que 2006 serait l'année du décollage. Mais est-ce que, selon vous, la population est réellement prête au développement ? Sylvain Urfer : Honnêtement, je ne le pense pas. D'abord parce que la moitié de la population est analphabète et ensuite, plus profondément, parce que le concept même de développement n'est pas une question importante pour la majorité de la population. Je crois qu'on plaque trop vite sur les gens un schéma de développement qui n'est pas celui que souhaitent les gens. L'idéal ce n'est pas d'accumuler ; l'idéal c'est d'avoir le minimum : un toit, des habits chauds, de quoi envoyer ses enfants à l'école, s'il y a une école, de les soigner quand ils sont malades et, le reste du temps, d'avoir la capacité de se rencontrer. Le relationnel reste l'objectif majeur de la population à Madagascar. Voilà pourquoi je crois qu'il y a une sorte de malentendu, là, derrière. Nous sommes actuellement prisonniers du schéma libéral qui sévit à travers le monde et dont ce régime est un des grands défenseurs. Cela se traduit en terme de politique d'exportation. Pour exporter il faut être compétitif. Donc, il faut casser les coûts et les coûts les plus faciles à casser ce sont les salaires. On en est à un point où les gens n'arrivent plus à survivre avec leur salaire minimum, compte tenu de l'inflation, et donc ils n'ont pas de pouvoir d'achat, et donc aucune industrie locale ne peut se développer, alors que l'on court après les exportations dont le but c'est quoi ? C'est de permettre aux Européens et aux Américains d'avoir des objets de consommation, notamment textiles, les plus accessibles au plus bas prix possible. Rfi : Depuis quelques mois surgissent des oppositions diverses et variées au régime et notamment de la part de personnalités qui avaient beaucoup soutenu l'actuel président. Alors, à l'approche de prochaine élection présidentielle, dans un eu plus d'un an, d'où peuvent venir le danger pour la réélection de Marc Ravalomanana ? Sylvain Urfer : A priori il n'y en aura aucun. Je ne veux pas jouer à la pythie mais il est plus que probable que le président Ravalomanana sera réélu. Rfi : Mais comment expliquez-vous qu'une personnalité comme le président de l'Assemblée nationale, qui fait partie du clan du président (ndlr : Jean Lahiniriko, évincé de sa place, candidat malheureux et opposant déclaré actuellement), prenne ses distances et devient de plus en plus virulent à l'égard du régime ? Sylvain Urfer : Parce qu'il n'y a pas de parti au pouvoir et de partis d'opposition. Reprenez l'histoire depuis l'indépendance : un président s'impose, il crée ensuite un parti qui est un parti nécessairement attrape-tout puisqu'il est au pouvoir. Et à ce moment-là, il rallie à lui tous les opportunistes. Et ces gens n'ont pas la fidélité au chef de ce parti. Ce sont des alliances conjoncturelles. Ce qui fait que la fidélité n'est pas assurée ni d'un côté ni de l'autre. Ravalomanana l'a dit dès le début : il ne se sent redevable d'aucun homme politique. Il l'a dit ! Mais, réciproquement, que les autres ne se sentent pas liés dans la même foulée, ce n'est pas étonnant. Rfi : Et c'est ce qui explique, en ce moment, notamment à l'Assemblée nationale, les parlementaires prennent leurs distances avec le régime ? Sylvain Urfer : Effectivement, il n'y a aucune rigueur et pourquoi un député s'imposerait-il une certaine discipline de parti alors que le parti n'est pas fait pour ça ? Rfi : Est-ce que c'est dangereux pour le président ? Est-ce qu'il n'a pas besoin de son parti pour continuer à faire sa campagne et à se faire réélire ? Sylvain Urfer : Tant qu'un président comme Ravalomanana est en place, il n'a pas besoin des parlementaires. Ils sont là pour voter. Les

deux dernières lois de finance ont été votées sans un amendement. Vous imaginez le sérieux de l'opération : pas un amendement de la part d'aucun des 160 députés ! Pour ça, il peut toujours trouver des gens pour le faire. Rfi : Est-ce que vous pensez qu'aujourd'hui une coalition de mécontents est en train de se former ? Sylvain Urfer : Oui, il y a toujours des coalitions de mécontents. Dans ces coalitions, il y a des gens de très grande valeur et des opportunistes qui n'ont pas eu de place et qui se disent « je suis dans l'opposition » jusqu'à ce qu'on leur offre un poste. Mais ce n'est pas l'opposition telle qu'elle est actuellement qui pourra inquiéter le président et son parti. Cette opposition n'arrive pas à se structurer comme elle devrait l'être. Là encore elle est prisonnière, elle aussi, comme les gens qui sont au pouvoir, des obligations relationnelles. On ne peut pas mettre dehors des vieux politicards qui ont fait toute leur carrière, qui ont raté tout ce qu'ils ont fait. On n'arrive pas à les mettre dehors parce qu'on respecte les vieux, on respecte les « ray aman-dreny » comme on dit ici. C'est le même problème partout et ça pose un problème pour le fonctionnement d'un Etat, y compris l'opposition au régime en place. Rfi : Je vous remercie. Sylvain Urfer : C'est moi qui vous remercie. Le maillon faible Le Père Sylvain Urfer Qu'y avait-il de répréhensible dans ce genre de propos, je vous le demande ? C'est pertinent, c'est réaliste et logique puisque le président Marc Ravalomanana a été réélu pour un second mandat. Ce n'est donc pas l'une des raisons de son expulsion. Ce vendredi 18 mai 2007, c'est un président aux traits défauts qui va s'enfoncer dans des arguments assez lamentables en jouant le répertoire « J'ai eu affaire à Urfer quand j'étais Maire ». « Lors de la construction de la route et du marché à Anosibe, il a posé des barricades pour l'en empêcher »... Investigations faites, voici le fin mot de cette histoire remontant à 8 ans et qui n'a d'intérêt que pour les personnes ayant vraiment eu peur de se voir refuser le marché juteux financé par l'Etat français. Le père Urfer n'avait jamais été contre ce projet, bien au contraire, lui qui vivait, avec ses ouailles, dans la gadoue depuis des décennies. Mais il ne faisait que traduire la crainte des riverains par rapport au tracé qui surplombe nombre de maisons là-bas. La logique de l'époque, car il était une sorte de consultant dans ce projet : on ne l'a pas expulsé mais on l'a écarté avec le premier prétexte venu. L'Afd, organisme étatique français qui a donné les sous, avec la venue du Président Chirac pour l'inauguration, l'aurait mal pris. C'est-à-dire son rôle trop « regardant » au sein de l'Observatoire de la vie publique (Sefafi) avec Madeleine Ramaholimihaso, Henri Raharijaona, Horace Gatién, Jean Eric Rakotoarisoa, Roger Bruno Rabenilaina et les journalistes Adelson Razafy et Noro Razafimandimby. Le cercle de réflexion adopte comme méthode de travail la publication des communiqués souvent critiques. Ces derniers étant malgaches (risque minimum la censure qui ne va pas tarder à ce rythme puis la prison), le père Urfer était le maillon faible, l'avertissement d'un pouvoir sur la pente glissante de la dictature. Mais il était déjà dans le collimateur du pouvoir. C'est ce que l'on appelle « kendry tohana » (attente au tournant) en malgache. Un acte de lâcheté en somme. Quelques réactions Pris dans le piège de ses déclarations, le pouvoir actuel va de bêtises en bêtises, en prenant les gens pour des ignares. Voici des réactions glanées ici et là. Le père Urfer en personne, d'abord : « Je lis dans l'Express de ce jour le grand titre de la première page : "Ravalomanana accable Urfer", affirmant que "l'intéressé avait déjà été expulsé de la Tanzanie avant sa venue à Madagascar". Le problème est que cette affirmation est fautive. J'en conclus, hélas, que le Président est mal informé. Et que certains de ses conseillers n'hésitent pas à recourir au mensonge et à la calomnie pour nuire à d'autres. Un exercice périlleux, car lorsque le Président répète publiquement leurs dires, c'est lui qui RISQUE D'ETRE ACCUSE DE MENSONGE ET DE CALOMNIE... Il est facile de prouver l'erreur.... Je n'ai jamais eu aucun problème avec les autorités tanzaniennes, ayant

notamment rencontré le Président Nyerere dont j'admirais la politique... et dont le procès en béatification a été introduit au Vatican, l'an passé, par le Conférence épiscopale de Tanzanie. Ceux qui ont fait croire au Président Ravalomanana que j'ai été expulsé de Tanzanie sont des ignorants, ou de fieffés menteurs. S'ils ne me croient pas, qu'ils me paient un billet pour Dar-es-Salam ou tout autre ville de Tanzanie : je me ferai un plaisir de les rencontrer là-bas ! En attendant, je regrette que certains en soient arrivés au point de JUSTIFIER L'ARBITRAIRE PAR LE MENSONGE ». Une autre : « Comme à leur habitude, quand ils perdent le contrôle et tentent de le récupérer, ces gens (ceux au pouvoir évidemment) font tous ce qu'ils peuvent pour inverser les rôles. Leur stratégie : la victimisation ! Leur credo, éternellement le même d'ailleurs, est de dénoncer les exactions dont seraient « victimes » les populations originaires des Hauts plateaux et qui vivent dans les provinces. À cet effet, ils utilisent les médias (journaux, radios, télévisions) par ailleurs tous concentrés à Antananarivo et aux mains de leurs partisans, pour initier la propagation des fausses informations ». Cette réaction du père Urfer est parue dans Midi Madagasikara, du samedi 19 mai 2007, en page 30, mais tronqué... Enfin deux dernières en malgache que vous vous ferez traduire : « Ravalomanana koa anie tsy tokony hitratrevatreva be hoatr'ireny e. Ny olona tena misaina sy diplomaty calme foana e! tokony hiofana kely ny amin'io izy fa manjary miteniteny foana indrindray e! Tsy misy manohitra azy eo raha hainy ny mandrindra an'io, raha ny fijerinay azy ». « Raha ny filoham-pirenena no sahy milaza zavatra tsy fanta-pototra toy izao dia tena toa mahakivikivy ahy ihany. Mba noeritreretina ve izay ho vokatr'izao e ! ». L'homme pressé Pris de court, le pouvoir remet sur le tapis et en pratique -ce qui est le plus gravissime-, des notions inconsidérées de nationalisme et de souveraineté nationale. Pour le premier, cela incite encore à la haine de l'étranger. La sagesse serait de faire du lobbying pour rendre public toutes les archives de 1947 au lieu de jouer sur le sentimentalisme impénitent ancré chez les malgaches, renommés pour être gens de cœur. Pour la seconde notion, laissez-moi rire. A part le retour de l'indépendance, car « les libertés ne s'octroient pas, elles se prennent », selon Maurras, soyons réalistes. Le tissu économique du pays est entièrement aux mains de capitaux étrangers. Classé pays en voie de développement, le président croit qu'il est déjà dans la cour des grands. Pour le moment, il fait plutôt des pèlerinages, pas à la quête du Graal, mais pour financer un projet beau comme un camion mais trop beau, justement, pour qu'on signe un chèque en blanc dessus. D'un côté, je serai bien content que plus personne ne nous donne des sous. On verra bien le degré de notre nationalisme, de notre fierté nationale, de notre génie. « Ne vous immiscer pas dans les affaires intérieures (politiques) de notre pays, sinon commencer à plier vos bagages, vous les diplomates qui posez des questions. Avant, on vous donnez des comptes à rendre, ce n'est plus le cas maintenant, les temps ont changé ! ». Mince alors ! Politique, étymologiquement parlant, signifie gestion de la ville puis étendue à une nation. Si on comprend bien, donc, le président Ravalomanana veut qu'on lui prête -donne de préférence- de l'argent pour son MAP mais sans que les prêteurs trouvent à redire sur l'utilisation parce que c'est écrit noir sur blanc dans le MAP ? Alain Le Roy



Voilà bien le résumé du paradoxe Ravalomanana qui confond gestion d'un Etat et direction d'une entreprise. Je me revois en 1975 avec le « boky mena » et la révolution socialiste. Exit les bailleurs de fonds traditionnels et bienvenue la Chine et la Corée du Sud (après celle du Nord ?). En matière d'audace vers le gouffre, c'est du professionnalisme sans conteste ni

contestation. Mais restons sur terre. Par ailleurs, il est inscrit dans les devoirs d'un ambassadeur de s'enquérir des ressortissants du pays qu'il représente. Si le père Urfer avait opté pour la nationalité malgache, il aurait déjà été emprisonné en l'an 2000. Par ailleurs, comme il est dit qu'il faut se méfier de l'eau qui dort, les prochains mois et les chiffres nous donneront clairement une vision de l'impact de cette audace. Marc Ravalomanana voyage beaucoup, il est décoré de ceci, de cela ; il ramène de l'argent –qui sera des dettes pour mes arrières-petits-enfants... Il va finir par croire que Madagascar c'est lui tout seul. Nous régressons vers un paternalisme caché sous des appellations et une siglomanie jamais mises en pratique. Que va faire Sarkozy ? Cela ne m'intéresse pas (encore) et puis la France, ce n'est pas des problèmes de sous(veraineté) qui la développera encore plus. Seulement, pour le président Sarkozy, l'ouverture et l'écoute des autres ne sont pas de vains slogans. En tout cas, le gouvernement français a déclaré le lundi 14 mai, « regretter » la « décision d'expulsion » prise par les autorités malgaches à l'encontre du Père Urfer (cf. <http://www.diplomatie.gouv.fr>). « La France regrette cette décision d'expulsion, qui n'a été motivée par aucune infraction à la législation malgache et qui frappe un religieux présent à Madagascar depuis plus de trente ans et très proche de la population », a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Mattéi. En s'attaquant ouvertement aux diplomates, plus précisément à l'ambassadeur Alain Le Roy, représentant officiel de son pays, c'est la France elle-même qu'il attaque. Le sait-il ou emporté par la colère il l'aura oublié ? A sa place, un authentique homme d'état de la lignée des Rakoto Ratsimamanga, après un périple éreintant en avion, aurait choisi de faire une pause. C'est-à-dire organisé un point de presse 24h après son arrivée. Le temps d'avoir les idées bien en place. Mais tout le monde sait que Marc Ravalomanana est un homme... pressé à qui je précise que je ne suis ni pro-français ni pro-Ratsiraka ni pro-ravalomanana ni pro de quoi que ce soit mais tout simplement pro...fessionnel. Je n'émerge à aucun budget, sauf celui du fruit de mon travail, dont je suis l' « andevo », basé sur la crédibilité. Enfin, à propos de journalistes. Dans son ensemble, les journalistes sont toujours des opposants à 51%. Ils ne sont pas là pour faire plaisir mais pour aider à la conduite du pays vers un mieux-être. Les menacer ne sert strictement à rien (sauf en cas de diffamation et atteinte à la vie privée) car ce serait un aveu et le rabaissement de soi. Comme Tsiranana



Philibert Tsiranana Vu l'état très mal avancé des choses, et puisque jamais Marc Ravalomanana -ou même un autre président- ne se reniera jamais en public, il aura intérêt à faire un grand ménage dans son écurie d'Augias. Son audace devrait être immédiatement appliquée à ceux qui lui ont donné des informations qui menacent réellement la Grande île. Car dans des pays comme Madagascar, l'ennemi vient toujours de l'intérieur. Sinon, le monde entier le percevra comme un dictateur doublé d'un menteur. Car les gens ne connaissent pas ses informateurs amateurs. Pour eux, c'est lui le responsable. Dès maintenant, il aura intérêt à communiquer aux journalistes le nom de ses investigateurs trop zélés pour être honnêtes. Sinon ? Sinon, Marc Ravalomanana, en persistant à croire que le ciel est toujours bleu, finira comme Dadabe Tsiranana, sans l'aide de partis d'opposition. Pour rappel, Philibert Tsiranana avait été réélu avec 98% des voix le 30 janvier 1972. En mai de la même année, avec

justement cette poussée de nationalisme anti-français, donc quatre mois après sa victoire, il était fini. Ce qui est dangereux actuellement, c'est que la mayonnaise prend. Je me rappelle très bien, en 1972, le cas d'européens qui ont été lynchés du côté de Besarety. Car ils avaient eu la mauvaise idée de se coiffer de casques plats dits « coloniaux » pourtant encore en vente aux pavillons d'Analakely à l'époque. En ce mois de mai, qualifié de tous les dangers de par le monde (en 1968 en France, en 1973 aux Comores....). Il suffirait d'un rien pour que tous les efforts accomplis soient ruinés par la faute d'amateurs qui veulent tous être califes à la place du Calife. Aussi, rien ne sert de courir, il faut partir à point en révisant de fond en comble le système de communication présidentielle. Je ne suis pas Mareva ni Sabera mais il paraît que l'histoire est un éternel recommencement. Alors, moi qui ai voté pour lui, j'ose lui dire : à bon entendeur, salut ! Monsieur le Président, la bonne gouvernance ce n'est pas seulement entendre ce qu'on vous rapporte mais surtout écouter attentivement les cris de désespoir de tout un peuple qui n'a pas voté pour vous à 100% et qui n'émarge pas chez Tikoland... Irais-je en prison ? Bah, je connais des tas de gens qui viendront m'apporter des oranges. Et puis la Constitution malgache, même rénovée, me donne droit de m'exprimer librement. Et puis, n'est-ce pas le Président Ravalomanana qui déclare à longueur de journée : « Sahia ! » (il faut oser) ? Je serai curieux de savoir combien de temps cet article parviendra aux oreilles et sous les yeux de Monsieur le président de la république de Madagascar. Dernier conseil aux informateurs de service : faites-en une copie car seuls les écrits restent et la censure ainsi que l'auto-censure pointent à l'horizon car qui sème le vent récolte la tempête (« Izay mifafy rivotra mijinja tadio »).

Jeannot Ramambazafy